



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Environnement - Unité de Méthanisation AMETYST - Délégation de Service Public du traitement des déchets ménagers et assimilés par méthanisation - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen**

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public (DSP) et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit faire l'objet d'un examen du délégant.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Ametyst portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- L'intégration des principaux éléments au sein de la présentation du Rapport Public sur la Qualité de Service (RPQS) examiné en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michèle CASSAR, en date du 17 mai 2022 ;
- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), présidée par Mme Michelle CASSAR, en date du 13 Octobre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes (CCC), présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 18 Octobre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

### I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation de service public a pris effet à la date du 1er janvier 2015, pour une durée de 10 ans. La Métropole de Montpellier a confié à la société AMETYST l'exploitation de l'unité, à charge pour elle d'y réaliser, à ses frais et risques, et sous sa maîtrise d'ouvrage, les équipements complémentaires permettant d'améliorer les performances de l'unité. L'année 2021 est la septième année d'exploitation par la société AMETYST de l'usine éponyme de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés et des biodéchets, par méthanisation avec valorisation organique et énergétique, propriété du délégant.

Le délégataire est la société dédiée NOVERGIE, filiale détenue à 100% par le Groupe Suez Environnement, dont le nouveau président Stéphane BARTHE, remplaçant Monsieur ROGARI, a été nommé en 2020. Les capitaux propres de la société se situent à hauteur de 2 831 K€ au 31 décembre 2021 contre 2 503 K€ au 31 décembre 2020.

Un avenant n°1 a été conclu le 19 avril 2018, ayant pour objet d'intégrer les évolutions de prestations ou des conditions d'exécution des prestations occasionnant des variations de recettes et dépenses, concernant notamment le tarif de rachat du kWh d'électricité issu de méthanisation qui a bénéficié d'une augmentation prise en compte dans le calcul des redevances au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Cet avenant prévoyait également de réviser le contrat par avenant avant la fin du premier semestre 2019 afin d'intégrer les conséquences de la fermeture de l'ISDND de Castries sur les modalités de traitement pour les 42 000 tonnes/an de refus relevant du délégant.

L'avenant n°2, signé le 27 juin 2019, intègre donc dans la perspective de la fermeture de l'ISDND de Castries et de la fin du contrat de traitement de ses refus sur l'Unité de Valorisation Énergétique de Lunel-Viel, la modification des modalités de rémunération du transport des refus. La redevance de traitement « Refus », destinée à rémunérer AMETYST pour le transport des refus imputables à Montpellier Méditerranée Métropole vers ces deux installations est supprimée et Montpellier Méditerranée Métropole assume désormais intégralement le transport et le traitement des refus qui lui incombent vers les installations qu'elle désigne.

L'année 2021 n'a pas été marquée par un événement majeur relatif à la vie du contrat.

## II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

### A/ L'activité

La société Ametyst assure l'exploitation de l'unité de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés (OMR) et des biodéchets collectés en porte-à-porte de la Métropole de Montpellier, par valorisation organique et énergétique (cogénération thermique et électrique par combustion du biogaz issu de la méthanisation par digestion des déchets ménagers fermentescibles).

Le délégataire a assuré en début de contrat les missions de conception, réalisation et financement de travaux permettant de réduire le taux de refus par la valorisation de sous-produits, la valorisation de compost et l'amélioration du traitement des biodéchets ainsi que la conception et la réalisation d'une station de prétraitement pour les effluents liquides excédentaires du site.

En janvier 2021, a été démarrée la « ligne verte » de l'unité Ametyst, consistant à composter directement les biodéchets issus des collectes en porte, en vue de la production d'un compost de qualité comparable au label compost bio. 1 528 T ont ainsi été produites en 2021.

Complémentairement, Ametyst a traité 128 480 T en 2021 contre 125 109 T en 2020 et 124 952 T en 2019 pour une capacité totale de l'usine de 140 000 T, soit une hausse de 2,7 % par rapport à 2020.

Concernant les biodéchets, AMETYST a traité 1 891 T en 2021 pour 1 753 T en 2020 et 1 682 T en 2019, en hausse de 71 T par rapport à 2020 (8%), mais qui reste inférieur au tonnage du compte d'exploitation prévisionnel contractuel (- 5370 T soit -74%).

Les déchets tiers, issus des collectes hors du service public de gestion des déchets assuré par la Métropole, complètent les tonnages admis sur l'usine. Ainsi, en 2021, ce sont 8 103 tonnes traitées sur Amétyst, en hausse par rapport à 2020 (+28%).

Au total, en 2021, AMETYST a donc traité 138 474 T de déchets soit +4% par rapport à 2020, après une baisse constatée en 2020 de - 6% par rapport à 2019, du fait de l'épidémie de Covid-19.

La société assure également la gestion des sous-produits à savoir la valorisation des composts, métaux ferreux et non ferreux, refus à Haut Pouvoir Calorifique et autres.

La mise en service de l'ultracriblage début 2016 a répondu à l'objectif d'accroître significativement la production de compost issu du tamisage fin, qui a atteint 39 303 T en 2021 en hausse de +18% par rapport à 2020. Celui-ci est actuellement valorisé en agriculture ou en aménagement paysager. Le process développé sur Ametyst ne permettra toutefois plus la valorisation de ce compost dans le cadre des nouvelles évolutions réglementaires en cours. La fraction organique grossière est quant à elle stabilisée avant d'être acheminée en installation de stockage de déchets non dangereux.

Après lavage et compression, le biogaz issu de la digestion et méthanisation des déchets ménagers est valorisé en énergie dans trois groupes de cogénération :

- En électricité réinjectée sur le réseau, soit 20,697 millions de Kwh en 2021 (+5%)
- En chaleur utilisée dans l'enceinte de l'unité pour les besoins du process, soit 3 881 Kwh en 2021
- En chaleur utilisée par la SERM pour le réseau collectif de chaleur et de froid de la ZAC des Grisettes et de la clinique Saint Roch, soit 10 737 Kwh en 2021. La ZAC a obtenu le label Ecoquartier notamment grâce à son alimentation en énergie verte.

La valorisation du métal non ferreux augmente légèrement avec 837 T extraites en 2021, soit 0,6% du tonnage entrant. La valorisation des métaux ferreux diminue de -12% avec 1 193 T.

### B/ Principaux moyens mis en œuvre

Au niveau des effectifs, la société compte 51 ETP au 31 décembre 2021, inchangé par rapport à 2020.

La refonte du réseau de valorisation du biogaz en 2020 a permis d'en faciliter sa maintenance et sa surveillance, celui-ci étant désormais positionné en toiture, et accessible par une passerelle de circulation.

Les nouvelles torchères à haut rendement permettant par ailleurs d'accroître le niveau de sécurité de l'installation.

La performance de captation des flux matière s'est considérablement améliorée. En particulier, le taux de production de compost contractuel fixé à 18% est dépassé, atteignant 21%, et le taux global de valorisation s'établit à 31%. Le taux de réduction des déchets, comprenant la valorisation matière et la part de la matière organique non synthétique valorisée sous forme de biogaz s'établit quant à lui à 50%. Pour mémoire, il était de 25% en 2015.

### C/ La qualité du service public

En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur permettent d'assurer une protection optimale des installations.

Les eaux usées industrielles brutes sont partiellement reprises dans le process. Leur surplus est envoyé vers le pré-traitement de la STEP interne. Les eaux pré-traitées sont ensuite envoyées vers le réseau collectif d'eaux usées permettant une amélioration significative de la qualité des effluents liquides, avant traitement final à la station d'épuration MAERA

En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air en sortie des BRS réalisés en 2016 et le rendement épuratoire des biofiltres permettent de maîtriser les nuisances ressenties, même si les valeurs limites de rejet sont parfois en très léger dépassement. 6 rencontres avec les riverains ont eu lieu en 2021 pour échanger sur ce sujet.

Dans le cadre de l'évaluation du système de management environnemental et sociétal, Ametyst est certifié ISO 9001 (management de la qualité), ISO 140001 (management environnemental), ISO 26000 (responsabilité sociétale), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et ISO 50001 (management performance énergétique).

### D) La grille tarifaire

Les deux avenants permettent d'intégrer les évolutions relatives au nouveau tarif de l'électricité produite à partir du biogaz issu de la méthanisation, ainsi que des prestations nouvelles ou conditions d'exécution des prestations confiées au délégataire suite à la mise en place du dispositif de traitement d'air installé par la collectivité.

L'avenant 1 a permis de prendre en compte la révision tarifaire du rachat de l'électricité issu de la méthanisation faisant l'objet d'un avenant conclu entre la société Ametyst et EDF, dans le calcul des redevances versées pour le traitement des ordures ménagères résiduelles (R OMR) et des biodéchets (R BIO).

En conséquence, les prix de traitement des déchets de la Métropole en valeur initiale septembre 2014 ont été modifiés comme suit :

- o ordures ménagères résiduelles - P OMR : 82,50 € HT remplacé par 78,46 € HT ;
- o biodéchets - P BIO : 40,00 € HT remplacé par 28,41 € HT.

L'avenant 2 entérine la modification du process lié au dispositif du traitement d'air en amont du biofiltre 3. Les redevances de traitement s'établissent alors à :

- o POMR = 80,21 € HT/tonne d'OMR réceptionnée sur le site ;
- o PBIO = 30,36 € HT/tonne de biodéchets réceptionnée sur le site ;

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le résultat de l'exercice 2021 est bénéficiaire de 1 423 K€ contre 1 229 K€ en 2020 et contre -189 K€ en 2019), toutefois très en deçà du budget prévisionnel (3 272 K€ soit - 1 512 K€). Cet écart s'explique principalement par le fait que les apports tiers, dont la zone de chalandise est définie par arrêté préfectoral, restent limités, mais aussi par les recettes de valorisation, notamment des métaux, inférieures au prévisionnel.

Le chiffre d'affaires s'élève à 18 423 K€ contre 17 708 K€ en 2020 et augmente de + 715 K€. Les produits d'exploitation représentent 20 millions d'euros.

En 2021, la hausse s'explique notamment par :

- Le traitement des biodéchets tiers à hauteur de 574 K€, en hausse de +24 K€, notamment liée à la hausse du tonnage traité ;
- Les recettes de valorisation énergétique s'élevant à près de 3,7 M€ augmentent de +137 K€ par rapport à 2020 soit +4 %
- Les recettes issues de la valorisation matière des métaux ferreux et non ferreux augmentent de +300 K€, du fait de la hausse des cours des matières consécutive à la reprise de l'activité économique post-Covid ;
- Enfin, les recettes issues du compost s'élèvent à 57 K€, en augmentation de +38 K€, la valorisation s'élevant à 19 K€ en 2020.

Les recettes de traitement des déchets de Montpellier Méditerranée Métropole s'établissent à 13,4 M€ et progressent de +292 K€ (soit +2% par rapport à 2020), avec une augmentation des déchets OMR de +177 K€. Elle se compose également conformément à l'application de l'avenant n°2, de la nouvelle « redevance transport » suite à la suppression de la redevance « refus » initiale, pour un montant de 2,4 M€, en augmentation de +16%, soit +332 K€.

Aucun intéressement lié à la performance énergétique n'a été reversé.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 18,6 millions d'euros. Les charges fixes sont en baisse de -5% et s'élèvent à 7 448 K€ en 2021 contre 7 831 K€ en 2020.

La masse salariale en 2021 diminue de -342 K€ (-10%) et s'élève à 3 251 K€. Le coût des personnels en mission d'intérim passe de 435 K€ en 2020 à 385 K€ en 2021, en baisse de -50 K€ (-12%).

Les charges variables, constituées des achats d'énergie (1 307 M€), des consommations de charbon actif et structurant (485 K€) et des frais de sous-traitance liée au traitement externe des déchets, s'élèvent à 6,2 M€.

Les achats d'eau sont en légère baisse, l'exercice 2020 ayant donné lieu aux essais sur le laveur n°5 du dispositif de traitement de l'air.

Les coûts d'évacuation de refus sont significativement plus importants qu'en 2020, à hauteur de 4 422 K€ en 2021 contre 4 292 K€ en 2020 (soit +3%), 4 666 K€ en 2019 et 5 153 K€ en 2018.

Les dépenses de GER (Gros Entretien et Renouvellement) s'élèvent à 2,2 M€, portant notamment sur le process d'affinage aval du stabilisat et du compost, et sur la révision complète d'un moteur de cogénération. Pour rappel, les travaux d'amélioration du réseau biogaz et le déplacement des torchères conduits sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ont été achevés fin 2020.

Le délégataire bénéficie des installations et de la capacité résiduelle de l'usine pour traiter les déchets tiers. Le délégataire verse à ce titre à la Métropole une participation pour l'utilisation de l'usine au traitement des déchets tiers, soit 124 435 K€ en 2021, 126 176 € en 2020, contre 92 555 € en 2019).

#### IV) Conclusion et perspectives

La convention est limitée par le développement de la zone de chalandise définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Les recettes du délégataire sont également contraintes, en raison de l'exploitation limitée de l'usine au regard du décret du 10 mars 2016 relatif à la prévention et à la gestion des déchets.

Enfin, dans le cadre des travaux relatifs au décret dit « socle commun des MFSC - critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les Matières Fertilisantes et les Supports de Culture », une étude d'impact a été menée fin 2020 par la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation afin de lister et de quantifier les changements que pourraient induire la nouvelle réglementation sur la mise en marché et l'utilisation des MFSC.

Les prescriptions du projet de « socle commun des MFSC » ne permettraient plus en l'état des process déployés sur Ametyst aucun retour à la terre des composts NFU 44051 issus de la fraction OMR de l'usine Ametyst et obligerait à leur stockage en ISDnD. Les perspectives d'application ne permettent pas d'envisager les solutions pour la reconversion de la filière pour l'ensemble des tonnages actuellement produits ; la seule alternative semble l'élimination.

Un audit externe portant sur une analyse critique rétrospective et prospective de l'exploitation de l'usine AMETYST est en cours depuis fin janvier 2022. Il s'agit d'estimer la capacité d'adaptation de l'usine AMETYST aux nouvelles orientations politiques en matière de déchets menées par la Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire AMETYST pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210218-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 2021 RAD AMETYST\_1\_jusquepage44.pdf
- 2021 RAD AMETYST\_2\_jusquepage45\_88.pdf
- 2021 RAD AMETYST\_3\_jusquepage88\_132.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.